

# A Poulseur, Cortigroupe a transformé un hôtel en un cercle... vertueux

Le groupe d'économie sociale est un acteur majeur de la formation et de la remise à l'emploi des personnes les plus éloignées du travail, entre Ourthe et Amblève. Pour cela, il s'est doté des moyens de lever les obstacles rencontrés par ce public, en réinvestissant dans un bâtiment délaissé.

REPORTAGE  
PASCAL LORENT

Ce n'est qu'un bout de papier. Mais il est lesté de quelques années de plus. Devant l'ancien hôtel-restaurant des 4 Fils Aymon, sur la place de Poulseur, Hervé Samyn signe sa satisfaction d'un sourire discret : il vient d'aller parapher l'extension du bail emphytéotique avec la commune de Comblain-au-Pont, qui porte la durée de l'occupation dudit bâtiment de 27 à 32 ans. Le directeur du Cortigroupe, une structure d'économie sociale qu'il a fondée en 1984, est récompensé pour la qualité de son engagement sur le territoire de la commune et de celles, voisines, d'Aywaille et de Sprimont. Et le projet qu'abritent les pans empierrés de cette bâtisse voisine d'une maison du peuple Art déco remarquable a de beaux jours devant lui. Il illustre tout ce que peut apporter l'économie sociale, un secteur fort de 258.000 emplois, dans le développement local.

A Comblain, la municipalité respire aussi : le bâtiment, vide, vivait et menaçait de se dégrader. « L'ancien hôtel avait été racheté par la commune pour cause d'utilité publique en 1998 », explique François Louon, conseiller au sein de l'Agence de développement local. Pendant près d'une quinzaine d'années, plusieurs exploitants se sont succédé entre ces murs, « mais la commune n'est jamais tombée sur un locataire stable, capable de maintenir et développer l'enseignement sur le long terme ». Confié à une ASBL en 2014, cet espace central dans le village a été définitivement déserté en 2018. L'idée du collège communal était alors de le vendre à un privé, avec la condition d'y maintenir, au moins partiellement, une activité commerciale au rez-de-chaussée. En vain. Les travaux de rénovation et de modernisation sont trop importants.

C'est là que Cortigroupe intervient. Elle vient de reprendre l'exploitation du magasin de seconde main du CPAS comblinois. La structure d'économie sociale, forte de dix sociétés coopératives et d'une ASBL, dispose d'une assise financière solide et, via l'une d'elles, Cortibel, rachète ou occupe des bâtiments qu'elle affecte aux projets des autres structures ou aménage en logement de transit. « Chez nous, il n'y a pas de dividendes », explique Hervé Samyn, le directeur. « Les bénéfices sont placés en réserve immunisée afin de prendre des parts dans Cortibel et



acheter des bâtiments. »

Et y installer les activités d'économie sociale. « Nous développons quatre métiers », poursuit-il. « L'entretien des parcs et jardins ainsi que le maraîchage ; le nettoyage et la buanderie ; le bâtiment ; et l'horeca, avec un restaurant et deux cafétérias au sein d'écoles. » Son activité se base sur un cercle vertueux : loger les personnes en difficulté afin de les stabiliser, leur proposer une formation qualifiante puis les mettre à l'emploi. « Aujourd'hui, Cortigroupe, c'est 653 CDI, 85 familles logées en 2023 dans 49 logements », énumère avec fierté le fondateur.

Et le bâtiment de Poulseur se prête à merveille à un nouveau projet : former des stagiaires au métier de préparateur en boucherie, tout en ouvrant une boucherie et en aménageant l'étage en logements pour trois familles. « Il fallait pouvoir investir entre 400.000 et 500.000 euros », souligne le directeur de Cortigroupe. Début 2023, un premier bail emphytéotique a été signé, pour une période de 27 ans. Puis, les démarches pour entamer les travaux ont pu commencer.



*Le logement est ici un outil d'insertion. On règle leur problème et on les stabilise, on leur donne une formation puis on les mène à l'emploi*

Hervé Samyn  
Directeur de Cortigroupe



Les logements ont été aménagés grâce à un subside et à un prêt du Fonds wallon du logement ; le rez-de-chaussée l'a été sur fonds propres. En octobre 2023, la boucherie a ouvert ses étals, tandis que six stagiaires se forment désormais dans l'arrière-salle. Et depuis septembre, trois familles sont hébergées aux étages de l'ancien hôtel. « C'est un contrat de location classique, mais qu'elles s'engagent à rompre dès qu'elles obtiennent un logement social », précise Hervé Samyn. « Le logement est ici un outil d'insertion. On règle leur problème

et on les stabilise, on leur donne une formation puis on les mène à l'emploi. C'est un cercle vertueux »

## L'atelier boucherie

Au rez, on a fini d'essuyer les plâtres. Deux stagiaires dépècent une carcasse, sous l'œil de Simon Wilmotte, un des deux formateurs, fort de 23 années d'expérience en boucherie. « On démarre à zéro, sans que des connaissances préalables soient nécessaires », commente-t-il en observant ses apprenants. « Il y a neuf mois de formation et trois mois en entreprise, dans les boucheries des grands magasins. Nous essayons toujours de les placer en supermarché, car nous les formons en tant que préparateurs en boucherie, et pas comme bouchers. Et nous venons de signer un partenariat de stage avec

Colruyt. »

Jérôme semble à l'aise dans la découpe. A 32 ans, il présente un parcours professionnel accidenté. Sa dernière expérience : une année dans un Intermarché de la région. Puis, plus de deux années de chômage qui lui ont permis de prendre part au projet Territoire zéro chômeur de longue durée développé par l'ASBL Confluence, au cœur même de Comblain. « Ma formation se termine en avril », explique-t-il. « C'est nickel. » Son comparse, Arnaud, n'a que 28 ans. Après une formation en ébénisterie, il se cherchait. « Je ne savais pas quoi faire », avoue-t-il. « Puis j'ai entendu parler de cette formation et j'ai pu m'y inscrire. C'est pratique, car elle se donne à trois minutes de chez moi. Je viens à pied. Et la semaine prochaine, je serai en stage à l'Intermarché de Hamoir. Cela devrait aller, car on a été bien formé ici. »

Dans la pièce voisine, Jérôme range les préparations destinées aux cuisines collectives gérées par Cortigroupe et, pour partie, à compléter la devanture du comptoir local. Outre les platines de lasagne et les plats de tartiflette, le frigo regorge de ces boulets sauce tomate ou sauce chasseur qui font la fierté des principautaires. Ces « munitions » rejoindront les viandes fournies par la ferme Halleux, de Neupré - Cortigroupe privilégie les circuits courts, dont ceux issus de son activité de maraîchage -, ainsi que d'autres produits tels que le riz, les pâtes, le vin, dans la partie commerciale du bâtiment. « C'était important de garder un petit commerce à Poulseur », insiste François Louon. « Ici, il n'y avait plus qu'un night shop et une pharmacie. »

« Il n'y a aucune sélection des stagiaires au départ », insiste Hervé Samyn. « Aucun diplôme n'est nécessaire. Beaucoup de nos stagiaires ne terminent pas leur formation, car ils sont inactifs depuis tellement longtemps qu'ils ont perdu certaines habitudes. Mais pour ceux qui vont jusqu'au bout, le taux de mise à l'emploi est de 80 % »

Cortigroupe ne se contente pas de développer ses propres projets. La structure d'économie sociale est également partie prenante dans l'expérience de Territoire zéro chômeur de longue durée qui a démarré cette année sur les communes de Comblain, Sprimont et Aywaille. Une quinzaine de partenaires sont réunis au sein de l'association Confluence Ourthe Amblève, qui doit son nom à la jonction opérée ici entre les deux rivières.

Cécile s'épanouit au sein du pôle consacré à la restauration et au recyclage du bois. © DOMINIQUE DUCHESNES.



Chantal s'affaire, entre deux machines à laver et une table de repassage. © DOMINIQUE DUCHESNES.

« L'ASBL a démarré en juin et, à ce jour, nous avons recruté seize personnes plus quatre autres pour la coordination », se félicite Gaël Lambinon, son directeur. « Le projet est d'arriver à une cinquantaine d'emplois. » Et cela sur un public cible de 350 demandeurs d'emploi, qui doivent afficher au minimum deux années de chômage et résider au sein du périmètre visé.

## La restauration de meubles et la buanderie

« Confluence OA » a déjà lancé quatre pôles d'activité, sur les sept envisagés. A 59 ans, Cécile s'épanouit au sein de l'un d'eux : celui consacré à la restauration et au recyclage du bois. « Après des années à travailler dans un autre secteur, je suis restée pendant plus de deux ans au chômage et j'ai suivi une formation en restauration de meuble à l'IFAPME », raconte-t-elle. « Je me suis trouvé une passion via cette formation. Mais au terme de celle-ci, j'avais le choix entre me lancer comme indépendante ou trouver un artisan qui puisse m'engager. Puis j'ai été contactée par l'ASBL Le Vicinale pour animer un atelier participatif dans ce "tiers lieu" qu'elle partage avec Confluence. »

C'est ainsi que Cécile a mis le pied dans le Territoire zéro chômeur. « Nous avons ouvert un magasin de meubles d'occasion et d'objets de brocante », sourit Gaël Lambinon. « Et nous ouvrirons bientôt un site de vente en ligne. »

Dans une pièce voisine de celle où



*Nous essayons toujours de les placer en supermarché, car nous les formons en tant que préparateurs en boucherie, et pas comme bouchers*

Simon Wilmotte  
Formateur en boucherie



*La commune n'est jamais tombée sur un locataire stable, capable de maintenir et développer l'enseignement sur le long terme*

François Louon  
Conseiller au sein de l'Agence de Développement Local



é



« Il n'y a aucune sélection des stagiaires au départ », insiste Hervé Samyn.  
« Aucun diplôme n'est nécessaire. » © DOMINIQUE DUCHESNES.

Cécile stocke ses meubles à customiser ou à réparer, Chantal s'affaire, entre deux machines à laver et une table de repassage. Cette ancienne demandeuse d'emploi de 58 ans règne dans cette buanderie pour collectivité qui constitue une autre activité de Confluence OA. « Nous sommes en train de démarcher les campings et les gîtes de l'Ourthe et de l'Amblève », explique le directeur. « Car nous devons répondre à un besoin de notre territoire qui n'est pas rencontré par le secteur privé ou public. Nous avons donc décidé de travailler avec les acteurs du tourisme de notre région. »

« J'ai longtemps officié comme femme de ménage dans une école spécialisée de la région », confie la néoblanchisseuse. « Ce qui m'a motivée à venir ici, c'est la diversité des activités possibles et l'opportunité de travailler tout près de chez moi. Je viens ici à pied. » Engagée depuis quelques mois, elle a déjà pu transmettre une partie de ses connaissances à une nouvelle collègue. En attendant de rencontrer le nouvel engagé, qui occupera l'autre pièce dès la semaine prochaine : celle dévolue à l'atelier de réparation de vélos. « Nous voulons proposer l'achat de vélos de seconde main », explique Gaël Lambinon, « mais aussi des abonnements, notamment pour les gîtes. Avec

la possibilité de rapporter sa bicyclette tous les ans et d'en prendre une autre, remise en état. »

Une conciergerie sociale, proposant notamment un accompagnement pour les démarches administratives et la promenade des chiens quand les maîtres ne peuvent l'assumer, les petits travaux domestiques, l'animation touristique, en sensibilisant le public à la traction animale, le maraîchage et la création de jardins communautaires... « Ce sont des projets porteurs d'emplois, et la création d'emplois a toujours été notre moteur », abonde Hervé Samyn pour expliquer l'implication du Corti-groupe dans cette nouvelle expérience. « Nous apportons ici notre expertise et ajoutons une nouvelle corde à notre arc. » En restant fidèle à cette philosophie qui anime l'économie sociale : tout le monde dispose de talents et peut apporter sa contribution à la société.



Nous devons répondre à un besoin de notre territoire qui n'est pas rencontré par le secteur privé ou public

**Gaël Lambinon**  
Directeur de Confluence  
Ourthe Amblève

”

## ConcerteS « Ce sont des bénéficiaires réinjectés dans l'économie locale et le bien-être des travailleurs »

ENTRETIEN  
P.L.T

L'économie sociale se porte bien. Et c'est bon pour l'économie et la société belges. ConcerteS, la plate-forme de concertation des organisations d'économie sociale francophones – la structure faitière, en quelque sorte –, entend le faire savoir et accentuer le phénomène. Bénédicte Sohet, sa secrétaire générale, revendique la création d'un échevinat propre à ce secteur dans chaque commune.

**Pourquoi demander un échevinat de l'économie sociale dans chaque commune. Est-ce l'échelon local qui est le plus pertinent pour votre secteur ?**

Nous menons déjà des actions avec les Régions puisque la matière de l'économie sociale est régionalisée. Mais nous estimons que les communes sont en lien avec les besoins des citoyens. C'est un enjeu pour elles. Et l'économie sociale répond à ces besoins en offrant des solutions. Par exemple, à Nantes, en France, l'organisation du marché de Noël a été confiée à des entreprises d'économie sociale. Aller vers les communes est une première pour nous, avec une communication spécifique vers tous les acteurs du territoire. Et depuis le début de notre campagne, nous avons reçu soixante retours sur 250 communes contactées.

**Ces soixante communes se sont-elles engagées à créer un échevinat de l'économie sociale ?**

Non, mais elles ont reçu l'information, ont été sur notre site et ont répondu. C'est déjà un engagement. Nous espérons qu'il y aura des échevins dédiés à cette matière. Mais si ce n'est pas le cas, nous ne serons pas désemparés, et nous sensibiliserons l'administration pour qu'elle nomme un référent en son sein en matière d'économie sociale. Car disposer d'un tel interlocuteur, cela permet d'insuffler l'économie sociale dans les marchés publics, dans la gestion des bâtiments communaux, etc. L'exemple de Comblain-au-Pont est emblématique de ce que l'on peut faire. Il suffit parfois d'une personne au bon endroit au bon moment, dans une commune, une agence de développement local ou une administration. Nous ne sommes pas venus avec un outil unique, mais avec la demande que chaque acteur puisse répondre aux besoins des citoyens via l'économie sociale. Car il s'agit d'emplois locaux, avec des bénéficiaires réinjectés dans l'économie locale et le bien-être des travailleurs. Ce sont des boucles vertueuses.

**A ce sujet, comment se porte l'emploi dans votre secteur ?**

Il est en croissance continue au cours des dix dernières années au moins,

même si celle-ci a été plus douce ces derniers exercices. Nous nous situons à 6 % sur les quatre dernières années. Et nous constatons la même chose au niveau des entreprises : leur durée de vie moyenne est plus longue que celle des entreprises classiques. C'est important si nous voulons continuer à « faire société » et à développer nos territoires.

**Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles annonce une réforme de la formation en alternance, avec des économies à la clé. Cela vous inquiète ?**

Il y a des sources d'inquiétude, y compris au niveau fédéral avec la fin des allocations de chômage au-delà de deux années. Nous avons développé des compétences pour accueillir ces personnes et les faire monter en compétences via les centres d'insertion socioprofessionnelle (Cisp) ainsi que la centaine d'entreprises d'insertion qui leur apportent une première expérience de travail. Il y a actuellement des inconnues, mais on ne peut dire quelle sera l'ampleur des mesures qui seront adoptées. Nous voulons être une source de propositions pour mettre les gens à l'emploi. Nous répondons à un besoin essentiel de pouvoir travailler, de gagner en autonomie, de s'épanouir. Nous sommes là pour accompagner ces personnes et les aider à régler leurs problèmes afin de pouvoir se consacrer à leur retour à l'emploi.

**Il n'y a pas de risque de pertes d'emploi dans votre secteur ?**

Pour le moment, nous avons un ministre, Yves Coppieters (Les Engagés, NDLR), qui semble favorable à l'économie sociale et y voit un levier porteur de valeurs. Après, l'économie sociale est transversale. Nous agissons sur l'énergie renouvelable, l'alimentation durable, etc. Nous dépendons donc de plusieurs ministres. Il est donc difficile d'évaluer l'impact des mesures prises par ceux-ci. Et on se trouve sur une trajectoire. En 2025, nos moyens sont assurés. Mais qu'en sera-t-il au cours des années suivantes ? Nous sommes demandeurs de coconstruire les évolutions afin de garder l'humain au centre des préoccupations.



Il suffit parfois d'une personne au bon endroit au bon moment, dans une commune, une agence de développement local ou une administration

”

### Sept emplois sur dix sont féminins

Voici les principales statistiques disponibles sur le site de l'Observatoire de l'économie sociale.

**Entreprises**  
La Fédération Wallonie-Bruxelles comptait en 2022 quelque 11.800 entreprises d'économie sociale. Soit 8,7 % des entreprises de ce territoire. Ce chiffre représente une croissance de

2 % par rapport à 2018, contre 1 % dans l'économie classique.

**Emplois**  
Le secteur recensait 258.000 emplois : 159.000 en Wallonie et 99.000 à Bruxelles. Ce nombre représente une progression de 6 % par rapport à 2018, contre 2 % pour l'économie classique. Il s'agit en général d'emplois de

proximité : pour les salariés du secteur, la distance entre le domicile et le lieu de travail est inférieure de 21 % à celle relevée dans les autres pans de l'économie. Un contrat sur deux est à temps partiel ; 9 % des postes sont occupés par des travailleurs de 60 ans et plus (contre 7 % dans le reste de l'activité en

Belgique francophone). **Femmes**  
Sept emplois sur dix sont occupés par des femmes. Celles-ci sont également plus présentes dans les conseils d'administration, où plus d'un siège sur trois (37 %) revient à une administratrice (contre 22 % dans l'économie « normale »). P.L.T



Les 4 Fils Aymon. Le bâtiment, vide, vivait et menaçait de se dégrader. © DOMINIQUE DUCHESNES.